

Le budget—M. Broadbent

Ainsi, monsieur l'Orateur, l'aide fondamentale du gouvernement fédéral depuis 1968 a fait naître, dans la région de l'Atlantique, l'espoir de réalisations économiques extraordinaires au cours des années 70.

De nombreux changements ont déjà rendu le climat très favorable au développement économique. Signalons, par exemple, l'amélioration du réseau routier partout dans les provinces Maritimes; je pense spécialement au nord du Nouveau-Brunswick, où l'octroi généreux de 20 millions de dollars du gouvernement permettra de rénover la route 11 et de la continuer jusqu'à Moncton, en la modernisant beaucoup plus. Je me dois également de signaler la création de services de transport par «containers» aux deux principaux ports de la région, à savoir Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, et Halifax, en Nouvelle-Écosse. Il faut également souligner la croissance, à tous les niveaux, des services et des institutions d'enseignement et de formation technique. Nous bénéficions maintenant d'une main-d'œuvre plus instruite, plus mobile et beaucoup plus souple qu'auparavant, grâce aux programmes destinés à accroître la mobilité et les aptitudes des travailleurs, programmes dirigés surtout par le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. De plus grandes ressources fournissent maintenant à l'industrie des services de recherche technique et scientifique inconnus auparavant, et l'aide fournie à chaque gouvernement provincial de la région Atlantique permet de planifier l'infrastructure des localités, et surtout celle des plus grandes zones urbaines.

De plus, monsieur l'Orateur, la région de l'Atlantique offre des possibilités de croissance évidentes, parce que sa situation géographique, par rapport au vaste marché de la côte, est américaine et l'avantage énormément. Dans cette ère de navires géants, les eaux profondes du littoral atlantique s'avèrent un atout de plus en plus précieux. De plus, l'environnement, dans nos régions, est stable et la main-d'œuvre, intelligente et laborieuse. Il ne se présente pas de graves problèmes de surpeuplement, et les seules formes de pollution peuvent être combattues et bannies sans entraîner de dépenses trop considérables.

C'est donc dire, monsieur l'Orateur, que le gouvernement croit fermement en l'avenir de la région atlantique. Il ne fait aucun doute dans notre esprit que l'effort fédéral massif finira par porter fruit. Il faut tout de même que les citoyens de cette région et que tous leurs représentants deviennent plus positifs et optimistes.

Dans cet esprit, que l'on se souvienne d'un des premiers visiteurs des provinces Maritimes, Samuel de Champlain. Au cours de son premier hiver en Nouvelle-Écosse, pour garder plus haut le moral de ses officiers et soldats devant un hiver rigoureux et des circonstances déprimantes, il fonda l'Ordre du Bon Temps. Cet Ordre du Bon Temps, maintenant répandu de par le monde, devrait inspirer nos gestes et nos discours, parce que c'est de la pensée positive que naissent les résultats dynamiques.

• (1540)

[Traduction]

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, divers porte-parole du Nouveau parti démocratique ont tenté jusqu'ici, au cours du présent débat a) d'expliquer pourquoi nous appuyons le budget en général

[L'hon. M. Dubé.]

et b) de poser en même temps des questions sur ce que nous aurions fait différemment si nous avions été en mesure, non seulement d'influencer le gouvernement, mais de prendre nous-mêmes les décisions en dernier ressort. Dans les courtes observations que je vais faire cet après-midi, je voudrais ajouter encore quelques arguments à l'appui de l'attitude générale que notre parti s'efforce d'adopter.

Avant cela, toutefois, je ne saurais me priver du plaisir de répondre à certaines observations des députés qui siègent à ma droite et représentent l'opposition officielle.

M. Nowlan: La seule opposition.

M. Broadbent: Ils ont prétendu à diverses reprises que, parce qu'il avait décidé d'appuyer les dispositions du budget dans leur état actuel, le Nouveau parti démocratique avait dérogé à ses principes.

M. Nowlan: C'est vrai.

M. Broadbent: Ils prétendent que nous abandonnons les objectifs pour lesquels notre parti s'est toujours battu dans ce pays. Je trouve plutôt curieux cet argument qui nous vient du groupe bigarré à ma droite, un parti qui, si nous devons considérer le député de Don Valley (M. Gillies) comme le porte-parole du parti conservateur, s'est au moins détaché du XVIII^e siècle et d'Adam Smith, comme en ont toujours fait foi jusqu'à la semaine dernière les discours du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert). Je demande à tous les députés, monsieur l'Orateur, qui est la vraie voix du parti conservateur? Qui parle pour ce parti aujourd'hui? Est-ce le député de Don Valley...

M. Alexander: Dans le cadre de ses fonctions.

M. Broadbent: ... qui soutient qu'il faut de plus grands déficits, qui soutient au nom du parti conservateur une chose que le Nouveau parti démocratique préconise depuis des années, à savoir que nous devrions nous servir de nos réserves de dollars américains pour racheter le contrôle sur certains secteurs de l'économie canadienne qui appartiennent maintenant à des intérêts étrangers. Jusqu'à la semaine dernière, ce n'était qu'une hérésie chez les conservateurs, mais le député de Don Valley en parle maintenant ouvertement.

Le député d'Edmonton-Ouest préconise classiquement le contrôle de l'inflation et soutient qu'il faut un budget équilibré à tout prix. L'année dernière, quand la Chambre avait été saisie du bill sur les prises de contrôle par des étrangers, il s'était toutefois opposé à toute initiative du gouvernement, et donc de la population canadienne, dans ce domaine en vue de permettre aux Canadiens de reprendre le contrôle de notre économie. Quand le bill nous reviendra, qui sera le porte-parole des conservateurs: le député de Don Valley ou le député d'Edmonton-Ouest? J'ai bien hâte de le savoir. Nous pourrions voir un autre changement de position historique dans ce parti.

Le point que je veux faire valoir, monsieur l'Orateur, c'est que, dans ce débat, le Nouveau parti démocratique n'a nullement abandonné sa position établie concernant la redistribution des revenus et des richesses, la redistribution des pouvoirs au Canada. Tous ses porte-parole ont constamment appuyé ce budget...

M. Alexander: Pour sauver leur peau.